

Formation du gouvernement. Crises, coulisses et surprises

Maroc

Posté par: lakil

Publiée le : 21/10/2007 13:19:49



Débordé par les folles exigences des ses "partenaires", Abbas, comme on pouvait s'y attendre, s'est abrité derrière le roi. Lequel a chargé son conseiller Meziane Belfqih de régler l'affaire en deux jours. Résultat : un gouvernement surprenant, et une série d'implosions partisanes dans son sillage. Mais tout n'est pas encore joué...

Mercredi 10 octobre dans la soirée, Abbas El Fassi a appelé sur leurs portables les chefs de parti de sa majorité, un par un. Et il a rendu une visite personnelle à chacun d'eux, pour les "informer de la liste

définitive du gouvernement". Les "informer", oui. Tout à coup, après trois semaines de négociations et l'impression générale que la situation était irrémédiablement bloquée. Oui mais voilà, le Premier ministre a aussi apporté d'autres nouvelles : cette liste était "validée" par Mohammed VI, lequel avait aussi décidé de changer d'interface. Désormais, c'est l'influent conseiller Abdelaziz Meziane Belfqih qui chapeautera les tractations gouvernementales au nom du roi, en lieu et place de son homologue Mohamed Moâtassim, témoin impuissant de l'impasse dans laquelle El Fassi et ses "partenaires" s'étaient progressivement enferrés. La liste peut-elle encore être modifiée ? Peu de chances, d'après nos sources : "Tout amendement risquerait d'être interprété comme un affront direct à Sa Majesté". Voilà qui est clair. Et tant pis pour la pureté de la "méthodologie démocratique". On n'allait pas y passer 110 ans non plus...

Abbas en façade, Belfqih à la manœuvre

La nuit de mercredi a été longue. De téléphone en téléphone, la liste s'est répandue comme une traînée de poudre et tous les états-majors des partis se sont réunis - souvent, aux domiciles de leurs chefs, et parfois jusqu'au s'hour. Certains ont pavoisé, d'autres ont serré les dents. Et tous ont commenté l'afflux au gouvernement de "stars" fraîchement repeintes aux couleurs d'un parti ou d'un autre : Aziz Akhennouch, Nawal El Moutawakil, Amina Benkhadra... Que de surprises, M. Belfqih !

Jeudi 11 octobre en fin de journée, la liste était quasi définitive, mais l'investiture officielle du gouvernement annoncée seulement en début de semaine prochaine. C'est du moins ce que croyaient savoir les responsables politiques que nous avons interrogés ce jeudi soir, avant de passer sous presse. Le roi, justifient-ils, a un agenda serré. Vendredi, il se rendra au Parlement pour y prononcer son traditionnel discours d'ouverture de la session inaugurale. Et vu que l'Aïd tombe ce week-end, il y a "de fortes chances", disaient-ils, que l'annonce se fasse lundi ou mardi. Ils n'en savaient certainement rien, pas plus qu'ils n'étaient préparés, mercredi encore, à un dénouement

aussi soudain. Le roi, que nul ne l'oublie, est toujours le maître du jeu, et son calendrier s'impose à tous.

Le nouveau gouvernement comprend donc, toujours à l'heure où nous mettons sous presse, 31 ministres et secrétaires d'Etat, dont 6 dits "de souveraineté". C'est plus qu'El Fassi n'avait annoncé au début des négociations. Son objectif d'alors (sans doute ces "orientations et conseils royaux" qu'il disait vouloir appliquer "à la lettre" le jour de sa nomination) était de distribuer 20 portefeuilles et d'en réserver 8 autres au Palais. On sait ce qu'il est advenu de ce pieux objectif, tant que Abbas était seul à le défendre : tous les partis ont demandé des rallonges. Pire : moins bien ils étaient classés au Parlement, plus ils en demandaient. L'USFP, arrivé bon cinquième, réclamait ainsi 6 sièges (au lieu des 4 proposés par El Fassi), et le RNI, quatrième au compteur, a carrément remis en cause toute l'architecture proposée par le Premier ministre, menaçant de... passer à l'opposition !

Vite débordé, El Fassi n'a pas tardé à s'en remettre à l'arbitrage royal. Pourquoi était-ce si désespérément prévisible... ? Au début de la dernière semaine de tractations, les principaux chefs de parti ont même été à Fès pour "rapprocher leurs points de vue" sous la supervision du conseiller Moâtassim, pas encore débarqué à ce moment-là. Cinq chefs de parti, dont le Premier ministre désigné, qui se déplacent tous pour rencontrer un seul conseiller royal, appréciez le symbole ! Pendant le dîner, Abbas, studieux, a proposé une "architecture gouvernementale retouchée". Philosophie de la chose : "Il me faut plus de sièges pour contenter tout le monde". On ne sait si c'est Moâtassim ou son successeur Belfqih qui a donné le feu vert à El Fassi (c'est probablement le second), mais ce soir-là, à Fès, le secrétaire général de l'Istiqlal s'est quand même fait drôlement enguirlander. Sa Majesté, lui aurait dit Moâtassim, n'apprécie pas que la présidence du Parlement soit intégrée dans les négociations. "Le conseiller royal a dit à El Fassi que son job était de former le gouvernement, pas de s'occuper du Parlement", nous raconte-t-on. On imagine Abbas au comble de la contrition...

Puis Belfqih est entré en scène, avec les coudées plus franches et sans doute un soutien royal plus nettement marqué. Mais il fallait quand même tenir compte des revendications des partis. Premier dommage : la belle structure "en pôles" (un nombre réduit de "grands ministères thématiques" affublés de ministères délégués et de secrétariats d'Etat, et confiés chacun d'un bloc à une formation, pour une action gouvernementale plus claire)... a vite fait d'exploser. La fringale des partis était tellement grande que les architectes de l'ombre du gouvernement, menés par un Belfqih pressé, trop pressé, ont saucissonné les pôles pour arriver à satisfaire tout le monde. La pêche a ainsi été détachée de son vaisseau-amiral traditionnel, l'agriculture, l'artisanat est devenu un secrétariat d'Etat indépendant du tourisme...

Mais surtout, la répartition de la liste Belfqih est loin de respecter le classement des partis au Parlement. L'USFP, arrivé cinquième, hérite ainsi de 6 postes... autant que l'Istiqlal, arrivé premier. Il est vrai qu'avec Abbas, ça fait 7 pour l'Istiqlal ; et si on retranche Elyazghi, ministre d'Etat sans portefeuille et nouveau bonnet d'âne du gouvernement, ça en fait 5 pour l'USFP. Il n'empêche. Les Istiqlaliens, qui ont réuni leur conseil exécutif au lendemain de la divulgation de la liste, n'ont pas apprécié de se voir "traités sur un pied d'égalité" avec leurs frères ennemis socialistes - même si El Fassi a tout fait pour les associer au gouvernement. "Ce qui a ajouté à notre déception, déplore un Istiqlalien, c'est de voir la Jeunesse et les sports, où nous voulions placer Abdallah Bekkali, nous filer entre les doigts". Que voulez-vous, ce sont les vicissitudes de la "méthodologie démocratique" !

Au RNI, on pavoise !

A la place de Bekkali, le Palais a choisi la très médiatique Nawal El Moutawakil, ancienne médaillée

olympique et présidente du Comité international de désignation de la ville hôte des JO 2012. Un choix qui a indéniablement plus de gueule que celui du chef des Jeunes istiglaliennes, surtout que "Nawal", comme l'appellent affectueusement les Marocains, a déjà été secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports, en 1997, sous Abdellatif Filali. Sauf que cette fois, "méthodologie" oblige, elle a été repeinte à la hâte aux couleurs du RNI. "On nous l'avait présentée il y a quelques années", voilà tout ce que nous avons pu tirer de ce haut responsable au sujet de la nouvelle championne de son parti.

Mais tant pis. Chez les Bleus, l'ambiance était à la fête, ce mercredi soir. Au-delà du joli coup double qu'est la nomination de Nawal (il démontre le soutien du roi au RNI, en plus de le gratifier d'une nouvelle recrue à la brillante image), le parti de Mustapha Mansouri est comblé : 5 sièges (un de plus que ce qu'avait initialement proposé Abbas), dont les Finances ! Et, cerise sur le gâteau, Mansouri lui-même se retrouve promis au perchoir, malgré les rodomontades de Moâtassim, et en dépit du fait que Mohand Laenser, leader du MP, brigait le poste avec insistance. Avec ce bonus, le RNI devient le maître incontesté du Parlement, puisqu'il préside également la seconde chambre à travers Mustapha Oukacha. "Nous ne pouvions espérer mieux. Quelle chance !", s'extasie un responsable du parti. "Chance", oui, c'est le mot, tellement la formation de ce gouvernement semble échapper à ceux qui étaient censés en être les architectes... Alors que beaucoup d'analystes se demandent s'il faut en rire ou en pleurer, la joie des Rnistes est sans mélange. N'eût été ramadan, ils auraient volontiers sabré le champagne ! Dès qu'il a eu connaissance de la liste, Mansouri a vite réuni "ses" nouveaux ministres et arrêté, en leur compagnie, la réponse officielle du parti : "Non, vraiment, nous n'avons rien à redire à la proposition de M. El Fassi". Ben voyons...

Grosse déprime au MP

Au Mouvement populaire, l'ambiance était plutôt aux lamentations. Etouffées ? Pas si sûr. Dans la nuit de jeudi à vendredi, on parlait même de signifier par écrit dès le lendemain, et au cabinet royal s'il vous plaît (on ne se cache même plus), le désaccord du parti avec la proposition... d'El Fassi. L'audace a tout de même des limites. L'histoire nous dira si ce fol vent de fronde n'est pas retombé dès vendredi matin, la nuit, comme chacun sait, portant conseil... En attendant, on confie, au MP, que "même si on lui a proposé le portefeuille de l'Emploi, M. le secrétaire général est très affecté" par la maigre moisson de son parti (5 sièges, malgré le statut de n°2 de la coalition), et surtout par le fait que le perchoir lui ait glissé des mains comme une savonnette mouillée. "En plus, on nous a collé deux ministres qui n'ont jamais milité au sein de notre parti", se désole un proche de Laenser. Contrairement aux Rnistes qui se félicitent du cas Nawal, les dirigeants du MP ont du mal à avaler le parachutage du très puissant et très influent homme d'affaires Aziz Akhennouch, promu ministre de l'Agriculture, et de la directrice de l'Office national des hydrocarbures, Amina Benkhadra, nommée ministre de l'Energie et des mines - département où elle avait déjà officié en tant que secrétaire d'Etat, sous Abdellatif Filali, en même temps que Nawal. Akhennouch et Benkhadra sont indubitablement des "technos" prometteurs, mais tout aussi indubitablement des étrangers au Mouvement populaire. Mais tant pis encore. La "méthodologie démocratique" vaut tous les sacrifices (y compris celui du bon sens). Laenser finira bien par s'y faire...

PPS : motus et bouche cousue !

Au PPS, même si des noms circulent avec insistance, on préfère étonnamment rester discret, "tant que Sa Majesté n'a pas officiellement investi le gouvernement". Sage attitude : on n'est jamais à l'abri des surprises de dernière minute. Surtout que l'ex-parti communiste semble s'être bien tiré des calculs de Belfqih, en décrochant trois portefeuilles (alors qu'El Fassi lui en proposait deux), et non des moindres : la Communication (on parle avec insistance de l'avocat Khalid Naciri), l'Education (on hésite encore entre le secrétaire général du parti, Ismaïl Alaoui, et le membre du bureau politique - et ancien ministre de l'Education - Taïeb Chkili) et le "Développement social", un département dont le

rôle reste à définir, et qui échoirait à Nouzha Sqalli ou à deux autres personnalités sur l'identité desquels le PPS préfère ne pas s'épancher. Alaoui a échoué aux législatives, et on sait le roi rétif à nommer ministres des perdants. Les jeux sont donc encore ouverts... et il est question que l'Education, un portefeuille où une vingtaine de ministres se sont cassé les dents depuis l'indépendance (sauf le technocrate Rachid Benmokhtar, aujourd'hui président de l'université Al Akhawayn, qui a laissé une très bonne impression) ne revienne finalement dans le giron souverain du Palais. Il ne serait pas étonnant, puisque la mode semble être aux grands come-back, que Benmokhtar lui-même, ami et complice de Belfqih pendant l'élaboration du fameux "rapport du cinquantenaire", re-pointe le bout de son nez...

L'USFP n'en finit plus d'imploser

A l'USFP, tard dans la soirée de jeudi, la tension était à son maximum. L'état-major du parti était réuni depuis le début de l'après-midi. Une réunion agitée pendant laquelle le député Ahmed Zaïdi a violemment critiqué le premier secrétaire du parti, Mohamed Elyazghi, bombardé ministre d'Etat sans portefeuille, un poste largement considéré comme "décoratif", voire "indigne", par les socialistes. Tonnant et levant les bras au ciel, le député de Bouznika a refusé de discuter des postes proposés à l'USFP tant que la direction ne changeait pas "son attitude arrogante" vis-à-vis des parlementaires du parti. "Nous ne sommes pas une boîte d'enregistrement", a protesté l'ancien présentateur du journal télévisé de la RTM. Six sièges, plus que le MP et le RNI, qui devançant pourtant l'USFP en nombre de députés, c'est pourtant une bonne affaire. Il n'empêche. Les cadres du parti ont pour ainsi dire mis Elyazghi en demeure de réunir immédiatement le bureau politique pour discuter de "l'offre d'El Fassi" (gros soupir). Aussitôt dit, aussitôt fait. A l'heure où nous mettions sous presse, dans la nuit de jeudi ou vendredi, cette instance était toujours réunie à huis clos, et aucun portable ne répondait. Les socialistes auraient-ils la contestation dans le sang ? Déjà, en annonçant dans leur quotidien Al Ittihad Al Ichtiraki, en début de semaine, la candidature de Abdelouahed Radi à la présidence du Parlement (sans que le Conseil national du parti, pourtant réuni plusieurs fois depuis les élections, n'ait été mis au courant), l'USFP a mis un sérieux bâton dans les roues d'El Fassi, qui avait promis le poste à Laenser. Belfqih finira pas trancher, en ne réservant le poste ni à l'un ni à l'autre (na !). Le conseiller royal a malgré tout accordé aux socialistes les 6 ministères qu'ils demandaient. Mais ils râlent quand même ! "Ils n'arrêteront jamais de nous empoisonner la vie, ces enfoirés", s'emporte un haut cadre de l'Istiqlal. Ambiance...

En fait, les socialistes sont surtout très forts pour se déchirer en interne. C'est ainsi que le même Ittihad Al Ichtiraki publiait, lundi 8 octobre, un "appel à la refondation", signé par 19 jeunes Turcs du parti, accusant la direction de "gestion non collégiale" et de "mauvaise application de la ligne politique". Début de putsch contre Elyazghi ? Que nenni ! Parmi les 19, on trouvait des parents par alliance d'Elyazghi, son ancien chef de cabinet, son secrétaire général au ministère de l'Aménagement du territoire, et son poulain à la tête de la Jeunesse du parti. "C'est un appel téléguidé, une énième manœuvre pour obtenir plus de portefeuilles", soupire un jeune cadre du parti, qui a refusé de signer l'appel. Feindre un déchirement interne pour mieux se positionner dans la course aux portefeuilles... Ils ne seraient pas un peu tordus, ces socialistes ? Si, et plus encore qu'on peut le penser : les indomptables Ahmed Zaïdi et Hassan Tarik, peu susceptibles de complaisance envers Elyazghi, ont eux aussi signé l'appel. C'est à n'y plus rien comprendre !

Si Mohammed VI et Abdelaziz Meziane Belfqih ne prennent pas tout le monde de court une nouvelle fois, ce gouvernement ne devrait être officiellement nommé que lundi 15 octobre. Quatre jours se seront écoulés, depuis que Abbas El Fassi aura "informé" ses pairs de la "liste définitive". Autant dire une éternité, pendant laquelle tout peut encore se passer...

Le gouvernement Abbas.

Ministères de Souveraineté

Ministre de l'Intérieur

Chakib Benmoussa

S'il n'y avait pas eu la "méthodologie démocratique", il aurait été un premier ministrable sérieux. Le polytechnicien, qui s'est illustré par sa gestion brillante d'Al Adl Wal Ihssane et des élections, conserve son poste.

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

Mohieddine Amzazi

Réputé "bon exécutant", ce professeur de droit pénal et spécialiste des processus électoraux a occupé plusieurs postes-clés au ministère de l'Intérieur. Il y a quelques mois, il avait été nommé à la tête des Affaires intérieures.

Ministre des Habous et des Affaires Islamiques

Ahmed Toufiq

Sauf surprise, le soufi adepte de la Tariqa Boutchichiya devrait être maintenu à son poste. Mais gare ! Le nom de Ahmed Abbadi, actuel président de la Rabita des Oulémas et opposant déclaré aux réformes de Toufiq, circule encore avec insistance.

Ministre des Affaires Etrangères

Taïeb Fassi Fihri

Bosseur, discret, efficace... l'homme des grands dossiers (surtout le Sahara) et la véritable dynamo du ministère des AE occupe enfin le poste qui lui revient "de fait" depuis des années. Avoir dégommé Benaïssa est sans doute sa plus grande victoire diplomatique !

Secrétaire général du Gouvernement

Abdessadek Rabii

Il est sérieusement malade, et toujours aussi rigide, bloquant toute loi qui a le malheur de déplaire au Palais. Mais il sera vraisemblablement maintenu à son poste. A moins que Omar Azziman, actuel ambassadeur en Espagne dont le nom circule avec insistance, ne crée la surprise.

Ministre délégué à la défense

Abderrahim Sbai

Il y a quelques années, un journaliste avait demandé à interviewer Abderrahman Sbaï. La secrétaire de l'éternel "ministre de l'administration de la défense nationale" avait... éclaté de rire au téléphone! Message reçu 5 sur 5 : Sbaï, on n'en parle même pas !

Istiqlal

Ministre des affaires Economiques et Générales

Nizar Baraka

Gendre de Abbas El Fassi, fin, mais aussi beau parleur, il s'installe à la droite du Premier ministre... ou plutôt à son chevet. Tâche principale de ce véritable "n°2 du gouvernement" : éviter autant que possible que Abbas fasse des gaffes. Bonne chance !

Ministre de la Santé

Yasmina Baddou

L'étoile montante de l'Istiqlal, qui a brillamment gagné son siège de députée dans la difficile circonscription de Casa-Anfa, se voit renforcée au gouvernement. De Secrétaire d'Etat, elle devient ministre de plein droit, et dans un secteur stratégique.

Ministre de l'Habita et de l'Environnement

Taoufiq Hjira

Pas de surprise. Compétent et fédérateur, Hjira conserve le département qu'il gère brillamment depuis 5 ans, avec en prime la responsabilité du développement territorial et de l'Environnement. Ça le consolera peut-être d'avoir raté la primature d'un cheveu.

Ministre de l'Equipement et des Transports

Karim Ghellab

Sabre au clair, il a guerroyé pendant 5 ans contre le système de rente qui gangrène son secteur, générant de brillants résultats...

et des haines tenaces. Mais le golden boy de l'Istiqlal conserve son siège. Il doit sans doute dire merci à son mentor Meziane Belfqih.

Ministre des Relations avec le Parlement

Saâd Alami

Rien de surprenant. Ce discret Chaouni conserve un département sans réel enjeu politique. Il continuera donc à jouer au pompier à chaque fois qu'un ministre refusera de perdre son temps en s'expliquant sur son action au Parlement.

Secrétaire d'Etat à l'Eau

Abdelkébir Zahoud

Malgré son animosité avec son ancien ministre de tutelle Mohamed Elyazghi, cet ingénieur de l'Ecole Hassania des Travaux Publics reste au gouvernement. Et gagne en épaisseur en se voyant confier la gestion de l'eau, une priorité depuis que la raréfaction menace le Maroc.

Union Socialiste des Forces Populaires

Ministre d'Etat sans portefeuille

Mohamed ElYazghi

En titrant "pour faire taire Elyazghi, on lui offre un ministère d'Etat sans portefeuille", Assabah a tapé en plein dans le mille. En occupant l'ancien siège honorifique (et parfaitement inutile) d'El Fassi, le dinosaure socialiste vise-t-il la primature en 2012 ? Au secours !!

Ministre de la Justice

Abdelouahed Radi

Parlementaire depuis 44 ans (!!), deux fois président du Parlement, il hérite d'un poste prestigieux, mais à hauts risques. Y perdra-t-il son âme à force d'"instructions", comme son camarade Bouzoubaâ qui sort aujourd'hui par la petite porte ? C'est hélas probable...

Ministre du Commerce et de l'Industrie

Habib El Malki

Malgré un bilan quasi-nul (pour ne pas dire largement négatif) à l'Education nationale, l'apparatchik socialiste s'accroche. Sera-t-il capable de maintenir la cadence des réformes, lancées par le travail titanique de Salaheddine Mezouar ? Douteux, très douteux...

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

Mohamed El Gahs

Alors que ses camarades voulaient sa peau, l'enfant turbulent de l'USFP (mais chéri du Palais royal) est le seul politique à se voir arrimer à un ministre de souveraineté. Mais avec une mission à portée réduite (les Marocains résidents à l'étranger), il ne touchera pas au sujet "sacré" du Sahara. Faut pas pousser !

Secrétaire d'Etat à la Pêche

Mohamed Chbaâtou

Qui l'eût cru ? Ancien ministre de la pêche MP, le revoilà qui revient au même poste, cette fois avec l'étiquette USFP !! Allez dire aux gens de croire en la politique, après ça... surtout que Chbaâtou traîne bien des casseroles, dont de multiples grèves dans les ports et le fiasco des négociations avec l'Union Européenne.

Ministre de la Culture

Rachida Benmessaoud

Membre du bureau politique de l'USFP, elle avait claqué la porte faute d'avoir été placée dans la "liste nationale féminine". Elle revient donc de loin... mais reste toujours en ballottage, le nom de la comédienne Touria Jebrane revenant toujours avec insistance.

Mouvement Populaire

Ministre de l'Emploi

Mohand Laenser

On ne sait pas si c'est une promotion ou un piège . En tout cas, le secrétaire général du MP ne s'y attendait pas. Il voulait le perchoir, il se retrouve au bord d'un trou... dans lequel Abbas El Fassi est déjà tombé ! Bon courage, Si M'hand !

Ministre de l'Agriculture

Aziz Akhennouch

La grande révélation, c'est lui. Estampillé MP, même si ses attaches avec le parti sont bien vagues, ce proche d'El Himma a été recruté pour ses (indéniables) aptitudes managériales. Ça tombe bien, il y a disette en la matière. Quant à lancer une réforme agraire sérieuse...

Ministre de l'Energie et des Mines

Amina Benkhadra

Appelée à la rescousse d'un département qui a terriblement régressé sous le haraki Mohamed Boutaleb, réputée compétente, cette dame connaît bien la maison, qu'elle a dirigée en 1997. Avec elle, la prospection pétrolière gagnera en visibilité. Et peut-être, un jour...

Secrétaire d'Etat à l'Environnement

Mohamed El Morabit

Il a été écarté du gouvernement sortant dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées. Depuis, le département de l'Environnement qu'il gérait est devenu une simple direction affiliée à l'Aménagement du Territoire. Après sa traversée de désert, il revient au même poste.

Ministre du Commerce Extérieur

Mustapha Mechahouri

Il garde un poste où il a réalisé quelques avancées, notamment au niveau du dossier du Libre

échange avec les Etats-Unis. Ancien secrétaire général de la CDG, il est considéré comme un des bons cadres du MP.

Rassemblement National des Indépendants

Ministre de l'Economie et des Finances

Salaheddine Mezouar

Brillant meneur des négociations de libre échange avec les Etats-Unis et l'UE, réformateur résolu issu du monde des affaires (il vient de la famille des textiliens, comme Jettou), Mezouar vit là sa consécration. Un des bons points de ce gouvernement.

Ministre du Tourisme

Mohamed Boussaid

Le terrain est déjà balisé pour ce proche de Meziane Belfqih. Adil Douiri lui a laissé un département assaini, une vision stratégique claire, et un objectif 10 millions de touristes en 2010 tout proche d'être tenu. Il ne lui reste plus qu'à terminer le travail.

Ministre de la modernisation de l'Administration

Mohamed Abbou

Il était président du groupe parlementaire du RNI. Ce professeur universitaire entre pour la première fois au gouvernement, où il sera appelé à gérer la deuxième vague des départs volontaires des fonctionnaires, programme initié par Boussaïd. Y aura-t-il autant de réussite ?

Secrétaire d'Etat à l'artisanat

Anis Birou

Il se maintient malgré une vive concurrence dans son parti. Son bilan satisfaisant au secrétariat d'Etat à l'alphabétisation (il a fait progresser le Maroc de 6 points) a sans doute beaucoup joué dans sa promotion. Lui aussi marchera dans les pas de Douiri, qui a balisé le terrain.

Ministre de la Jeunesse et des Sports

Nawal El Moutawakil

C'est la grande revenante. La championne olympique et figure appréciée du CIO était d'ailleurs en voyage quand son nom a été annoncé. Elle connaît déjà la maison pour l'avoir dirigée dans les années 90. Quelques échauffements lui suffiront pour revenir dans le rythme.

Parti du Progrès et du Socialisme

Ministre de l'Education Nationale

Taïeb Chkili

Membre du Bureau politique du PPS, il a déjà occupé ce poste au début des années 90. Mais sa nomination, à l'heure où nous mettons sous presse, n'est pas encore acquise. Même recalé aux élections, Ismaïl Alaoui n'est pas définitivement écarté de la course.

Ministre de la Communication

Khalid Naciri

Président du fantomatique Institut Supérieur de l'Administration (une faveur accordée par Hassan II dans ses dernières années), sa nomination à ce poste surprend beaucoup. Benabdellah, avec tous ses défauts, était quand même un homme de dialogue. Les journalistes sont inquiets...

Ministre du Développement Social

Nouzha Sqalli

Avec Rachida Benmessaoud et Taïeb Chkili, elle est le ministre le moins "sûr" de ce gouvernement. Malgré son engagement féministe de longue date, un atout pour ce poste, elle peut encore sauter au profit d'autres cadres du PPS.

Source: TelQuel